

La Semaine contre l'Apartheid Israélien (IAW) ; de quoi parle t-on?

Lancée en 2005, à Toronto par des étudiant-e-s arabes, la semaine contre l'apartheid israélien (IAW) est aujourd'hui un important événement international en solidarité avec la Palestine qui à l'origine visait à parler de la Palestine dans les universités, campus, etc.

Depuis 2005, la semaine contre l'apartheid israélien (IAW) a lieu dans plus de 200 universités et villes partout dans le monde. Des projections de films, des conférences et des actions sont mises en place durant cette semaine en vue :

- d'alerter l'opinion publique sur le projet colonialiste en cours d'Israël et sur sa politique d'apartheid vis-à-vis du peuple palestinien
- d'accroître le soutien à la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS), initiée par les Palestinien-ne-s dans leurs luttes pour la justice et la liberté.

Depuis deux ans, l'enjeu est également de (re)créer des liens avec les mouvements/ les luttes anti racistes dans un contexte de luttes mondiales contre les oppressions systémiques (capitalisme/patriarcat/(néo)colonialismes) que combattent également les Palestinien-ne-s.

L'IAW procure une opportunité pour mettre en réseau et renforcer les liens entre la lutte de libération des Palestiniens/ Palestiniennes et d'autres luttes contre toutes formes d'oppressions systémiques.

En 2021, comme tous les ans depuis 2005, nous allons à nouveau

unir nos voix pour dénoncer l'apartheid. **Pendant la semaine du 14 mars au 21 mars 2021**, nous allons organiser une série d'actions et d'événements tels que des vidéos réunissant des personnes influentes dans leurs combats contre les mécanismes d'oppressions, des webinaires, des manifestations virtuelles...

Et c'est Angela Davis qui a lancé cette édition 2021 dans cette vidéo

Le racisme, la discrimination, la xénophobie et l'inégalité continuent d'augmenter à travers le monde.

Nous avons vu comment des millions de personnes autour du monde ont occupé les rues pour protester contre le racisme systémique, les violences patriarcales, l'injustice climatique, l'austérité néolibérale, et l'inégalité économique, parmi d'autres oppressions qui continuent de nous asphyxier. Ces manifestations pour une justice si longtemps déniée nous ont incité à continuer de résister à l'injustice, à continuer de rêver de liberté, et à continuer de réclamer nos droits, dans un front mondial uni contre le racisme et les oppressions.

Maintenant plus que jamais, nous avons besoin que toutes nos voix s'unissent à travers le monde pour mettre fin au racisme, au colonialisme et à l'apartheid.

La Palestine reste un terrain d'expérience central pour la répression mondiale. Le régime d'apartheid israélien teste ses idéologies militaristes et racistes, ses outils de surveillance et ses armes d'oppression et de domination raciale sur le corps des Palestiniens et des Palestinien-ne-s et leur société pour les exporter dans le monde comme « testés sur le terrain ». Ces outils finissent par aggraver l'oppression militarisée et raciale dans de nombreux pays à travers le monde, de la forteresse d'Europe aux Etats Unis, de l'Inde au Myanmar, du Brésil et du Honduras au Sud Soudan et au Rwanda, et bien au-delà.

Ces 17 dernières années, l'IAW s'est organisée à travers la planète pour protester contre certaines de ces injustices et pour défendre la liberté, la justice et l'égalité comme faisant partie de la lutte pour parvenir à notre justice indivisible. Continuons de tisser des réseaux toujours plus puissants d'espoir et de solidarité mutuelle et entrecroisée. Ensemble, personne ne peut nous arrêter.

#UnitedagainstRacism

Restez connecté-e-s!

Plus d'informations sur la page Facebook d'Israeli Apartheid Week – France



Nouveau procès suite à une action TEVA à Lyon : Droit au boycott !

Nouveau procès suite à une action TEVA à Lyon : Droit au boycott !

Un procès intenté par l'entreprise pharmaceutique TEVA à l'association Européenne doit avoir lieu le 16 mars prochain à 14H à Lyon.

Il fait suite à la publication par le site de cette association du compte rendu d'une action BDS menée en novembre

2016 par le collectif 69 Palestine, membre de la campagne BDS France.

L'entreprise israélienne TEVA veut ainsi empêcher toute visibilité des actions BDS contre elle.

La Campagne BDS France tient à rappeler qu'il est parfaitement légitime et légal de pratiquer le boycott en France, comme l'a rappelé l'arrêt de la CEDH en juin dernier (voir ou revoir le communiqué de la Campagne BDS France sur ce sujet)

C'est pourquoi nous demandons la relaxe immédiate de la directrice de publication du site Europalestine Olivia Zémor.

Nous appelons à participer aux rassemblements qui seront organisés contre ce procès, et à continuer à développer la campagne BDS en France.

La campagne BDS France, le 2 mars 2021

Mobilisation du 24 février devant les locaux de Facebook à Paris « Facebook, il faut qu'on parle »!

Dans le cadre de la campagne « Facebook, il faut qu'on parle », initiée notamment par Jewish Voice for Peace et le BNC – et à laquelle la Campagne BDS France a pris part, une journée d'action internationale a eu lieu le 24 février 2021 dans dix-huit pays. A cette occasion, BDS France s'est mobilisé devant les locaux de Facebook a Paris et a remis au

siège de l'entreprise la pétition signée par plus de 50 000 personnes demandant à Facebook de ne pas protéger le gouvernement israélien en censurant des mots tels que « sionisme » ou « sioniste ». Cette censure limiterait toute critique du régime d'apartheid israélien, empêcherait les Palestiniens de décrire les situations d'oppressions dont ils/elles sont victimes et représenterait un obstacle à leur lutte pour la liberté et l'égalité. Facebook, nous devons parler ! **#FacebookWeNeedToTalk**

L'action BDS France du 24 février sur les réseaux sociaux

Plus d'informations sur les dangers de l'ajout des termes « sioniste » et « sionisme » à la politique de lutte contre la haine de Facebook

Intervention de BDS France devant les locaux de Facebook

Intervention de BDS France à Paris devant les locaux de Facebook dans le cadre de l'action internationale #FacebookWeNeedToTalk. @Facebook ne doit pas censurer la lutte des <https://t.co/ktTAwd0uxU.s> ! @jvplive @BDSmovement <pic.twitter.com/rbdXebKJSy>

– BDS France (@Campagnebds) February 24, 2021

La mobilisation en images



Des artistes se tiennent aux

côtés de Ken Loach et contre Le McCarthyisme

Par Artists for Palestine UK, le 8 février 2021

« Nous sommes profondément perturbés d'entendre parler d'une campagne maccarthyste qui demande à l'université d'Oxford d'annuler un événement public où le réalisateur Ken Loach viendrait débattre de sa brillante carrière dans le cinéma. La campagne pour réduire au silence un artiste de renommée mondiale, qui s'est activée en coulisses et n'est devenue publique qu'à la dernière minute, se sert de la définition controversée de l'antisémitisme par l'IHRA pour essayer d'empêcher un événement culturel d'avoir lieu. S'il était besoin d'une preuve quelconque supplémentaire pour démontrer comment on déploie une définition vaguement formulée pour faire taire les critiques de la politique israélienne envers les Palestiniens – alors, nous y voilà.

Nous avons été alertés par des universitaires palestiniens respectés, des chercheurs israéliens, des experts reconnus de l'antisémitisme, des dizaines d'associations juives progressistes, et d'autres qui disent que cette définition est utilisée comme une arme politique. Nous ne pouvons combattre le racisme, dont l'antisémitisme, en diabolisant et en réduisant au silence les défenseurs des droits des Palestiniens. »

Signataires :

Hany Abu-Assad, filmmaker

Raed Andoni, filmmaker

Hanan Ashrawi, Palestinian parliamentarian, scholar and civil society leader

Nahed Awwad, filmmaker

Victoria Brittain, journalist, author, playwright

Judith Butler, philosopher and gender theorist

David Calder, actor

Dame Carmen Callil, publisher, editor

Julie Christie, actor

Caryl Churchill, playwright

Steve Coogan, actor, comedian, producer

Dror Dayan, filmmaker, senior lecturer

Raymond Deane, composer, author

Esther Ruth Elliott, actor, director

Brian Eno, musician, producer

Peter Gabriel, musician, founder WOMAD music festival

Tony Graham, theatre director

Ohal Grietzer, composer and mixed-media performer

Barbara Harvey, civil rights and labor lawyer

Trevor Hoyle, novelist and radio dramatist

Ronnie Kasrils, former South African Government Minister

Mike Leigh, screenwriter, director

Zwelivelile "Mandla" Mandela, South African Parliamentarian

Jean Said Makdissi, writer

Samir Makdissi, Professor Emeritus of Economics, AUB

Kika Markham, actor

Mai Masri, filmmaker

Thurston Moore, musician

David Morrissey, actor

Rebecca O'Brien, producer

Ruth Padel, poet

Maxine Peake, actor

Mark Rylance, actor

Alexei Sayle, comedian

Eyal Sivan, filmmaker

Rosemary Sayigh, journalist and scholar

Ahdaf Soueif, author, founder PalFest

Rima Tarazi, Palestinian pianist, composer and social activist

Harriet Walter, actor

Roger Waters, musician

Samuel West, actor, director

Rabbi Alissa Wise, deputy director of Jewish Voice for Peace

Source : Artists for Palestine UK

Traduction : J. Ch. pour BDS France

[Communiqué] Approbation de la définition de l'antisémitisme de l'IHRA au Conseil de la ville de Paris ; calcul électoral ou conviction ?

A l'heure précise où la Chambre préliminaire de la Cour Pénale Internationale (CPI) se prononçait en faveur de l'ouverture d'une enquête dans la situation de Palestine pour l'examen des crimes commis sur le territoire palestinien dans le contexte de l'occupation israélienne, quelques mois après l'arrêt de la Cour Européenne des Droits de l'Homme condamnant la France pour non-respect de la liberté d'expression de militants appelant au boycott de produits israéliens, le Conseil de la ville de Paris, sous la direction d'Anne Hidalgo, maire de Paris, approuvait la définition opérationnelle de l'antisémitisme utilisée par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA).

Les élu-e-s de la majorité de ce conseil sont resté-e-s insensibles à la force symbolique portée par la décision de la CPI et ont persisté dans la défense d'une périlleuse équation : « antisémitisme = forme réinventée de l'antisémitisme »

Madame Hidalgo, sans doute emportée par la naissance d'une vague électorale la concernant, passe près de trois minutes, à l'issue du débat sur ce vœu proposé par Francis Szpiner, maire du 16e arrondissement, à se contorsionner pour faire croire à l'utilité de l'adoption d'une définition au mieux maladroite, au pire toxique, qui ne tient aucun compte de l'universalité de l'antiracisme.

Madame Hidalgo et les élus du Conseil de Paris ne convaincront personne du fait que cette définition peut servir d' « instrument de prévention, d'éducation et de formation » contre l'antisémitisme. Elle ne servira qu'à faire croire que certaines formes de racisme sont plus graves que d'autres et aura du mal à masquer son objectif : défendre le régime raciste israélien qui a voté la loi « État nation du peuple juif » institutionnalisant ainsi l'apartheid de fait.

La Campagne BDS France continuera à dénoncer toute forme de racisme, dont l'antisémitisme, l'islamophobie, la négrophobie ou la romophobie, en France, en Israël, et ailleurs. Plus qu'une simple dénonciation, nous appelons les personnes de conscience à se joindre à nous et à appeler au boycott, au désinvestissement et aux sanctions contre l'État israélien, tant que dureront l'occupation, la colonisation, les discriminations, les violations du droit international, des droits humains et des droits fondamentaux du peuple palestinien, en Israël, en Cisjordanie, à Gaza, à Jérusalem Est, dans le Golan et dans les camps de réfugiés du monde entier.

Par l'équipe d'animation de BDS France

Le vote de la résolution Maillard : censure politique et division sociale – UJFP

Appel de 127 universitaires juifs aux députés français : « Ne soutenez pas la proposition de résolution assimilant l'antisionisme à l'antisémitisme » – UJFP

Rejoignez les 10 000 personnes qui se sont engagées à boycotter AXA !

Le 9 février 2021

En novembre dernier, plus de 10 000 personnes et de 250 organisations, syndicats et entreprises se sont engagés à boycotter AXA. Rejoignez-les !

Plus de 10 000 personnes et de 250 organisations, syndicats et entreprises ont signé l'engagement à boycotter AXA. Parmi les organisations signataires figurent *Sabeel-Kairos* (Royaume-Uni), *l'Université bénédictine* (États-Unis), *l'Union syndicale Solidaires* (France) et la *Coordination nationale d'action pour la Paix et la Démocratie* (Belgique).

L'éminent universitaire et militant états-unien Noam Chomsky fait partie des signataires à titre individuel.

De plus, des dizaines de particuliers et organisations ont annulé leur police d'assurance AXA, notamment les ONGs belges *Viva Salud*, *ManiFiesta* et *Intal Globalize Solidarity*.

Les groupes membres de la coalition *Stop Axa Assistance to Israeli Apartheid* ont adressé une lettre signée par tous au P-DG d'AXA, Thomas Buberl et au P-DG AXA de leur pays respectif, mais AXA n'a pas répondu.

Même si AXA fait semblant de nous ignorer, nous savons que notre campagne est efficace et qu'AXA ressent notre pression. Nous avons besoin de plus de signatures encore pour faire monter la pression.

Depuis que nous avons commencé notre campagne, AXA s'est séparé d'Elbit Systems et a considérablement réduit ses parts dans Equitable Holdings (anciennement AXA Equitable Holdings).

Mais AXA continue d'investir dans les banques israéliennes qui sont des complices de l'occupation et de l'apartheid israéliens.

Si vous n'avez pas encore signé l'engagement à boycotter AXA, s'il vous plaît, remplissez le formulaire ci-dessous. Si vous l'avez fait, encouragez d'autres personnes et organisations à le signer.

Pour accéder au formulaire, cliquez [ici](#)

Nous comptons sur vous pour obtenir d'AXA qu'il se sépare de l'apartheid israélien !

Source : BDS Movement

Traduction : BP pour BDS France

31 organisations de défense des droits humains, réseaux & syndicats, palestiniens & européens demandent que la compagnie basque CAF soit incluse dans la banque de données des Nations Unies sur

Les colonies

Par BDS movement, le 9 février 2021

CAF étendra et exploitera le Train léger de Jérusalem, qui relie les colonies illégales en territoire palestinien occupé.

31 organisations de défense des droits humains, réseaux et syndicats de premier plan, de Palestine et d'Europe, ont soumis un rapport au bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) à Genève, demandant que *Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles* (CAF) soit incluse dans la banque de données des Nations Unies des entreprises impliquées dans les activités coloniales illégales d'Israël, à cause de son rôle dans l'extension et l'exploitation du Train léger de Jérusalem (JLR), qui enracine les colonies illégales d'Israël dans Jérusalem occupée et annexée. Parmi les organisations qui ont remis le rapport figurent Amnesty International Espagne, Al-Haq, le *Cairo Institute for Human Rights Studies* (CIHRS, Institut du Caire pour les études sur les droits humains), le Centre de recherche sur les corporations multinationales (SOMO), 11.11.11, CNCD-11.11.11, le Centre européen de soutien juridique (ELSC), NOVACT – Institut international pour l'action non-violente, le Forum sur les droits, l'Institut transnational (TNI) et *War on Want* [Guerre à la misère].

La banque de données onusienne des compagnies impliquées dans l'entreprise illégale de colonisation d'Israël a été rendue publique en février 2020 ; elle liste 112 compagnies israéliennes et multinationales, dont le partenaire israélien de CAF pour le JLR, Shapir. Le HCDH est mandaté pour mettre à jour la banque de données chaque année. En 2016 et 2017, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a jugé le JLR illégal, disant qu'il est « en violation claire du droit international et des résolutions pertinentes des Nations

Unies ».

Le rapport commun soumis au HCDH explique que : « En connectant les colonies et en facilitant la mobilité entre elles, Jérusalem-Ouest et Israël, le JLR contribue substantiellement à la maintenance et à l'extension des colonies illégales d'Israël dans Jérusalem-Est occupé et à l'enracinement de l'annexion illégale de la ville par Israël, consolidant finalement l'annexion par Israël du territoire palestinien occupé, ce qui est contraire au droit international ».

Maha Abdallah de l'Institut du Caire pour les études sur les droits humains a dit : « En réalisant le projet dans Jérusalem-Est occupée et annexée, CAF est impliqué dans des violations flagrantes et systématiques des droits humains fondamentaux contre les Palestiniens ». Abdallah a ajouté : « La construction de la 'Ligne rouge' déjà existante a provoqué des expropriations importantes de biens palestiniens, alors que la nouvelle 'Ligne verte' servira la colonie de Gilo, parmi d'autres colonies illégales, dont l'existence et la croissance privent les Palestiniens d'accès à leur terre et à leurs ressources et de leur usage. »

Dans ce but, le HCDH doit remplir intégralement son mandat en mettant à jour annuellement la banque de données des Nations Unies pour y inclure les compagnies impliquées dans l'entreprise coloniale illégale d'Israël – ainsi qu'il en a reçu originellement le mandat de la part du Conseil des droits de l'homme, dans la résolution 31/36 de 2016. Wesam Ahmad, le Coordinateur pour les entreprises et les droits humains d'Al-Haq a dit : « La banque de données est un outil important pour mettre à jour la structure économique incitative qui a permis à une occupation militaire de se transformer en une situation de colonialisme contemporain et le rôle d'entreprises comme CAF doit être traité dans la mise à jour annuelle. »

Giovani Fassina, directeur de programme d'ELSC, a dit: «

L'activité continue de CAF dans les TPO est illégale selon le droit international. En mettant leurs intérêts commerciaux au-dessus des droits à l'existence des Palestiniens vivant sous une occupation prolongée et illégale, CAF a choisi de placer le profit avant l'humanité. Nous espérons que par son inclusion dans la banque de données des Nations Unies CAF entendra l'appel de la société civile et se retirera du projet JLR.

En février 2020, 70 groupes basques ont lancé une campagne appelant CAF à se retirer du JLR. Il y a deux semaines, des personnes de tout le pays basque – à Iruña, Bilbao, Gasteiz, et Oñati – ont manifesté pour demander que CAF cesse de construire le JLR. Kepa Torrijos de Sodepaz, une des organisations du pays basque signataires, a dit : « Les groupes du pays basque travaillent sans relâche pour mettre fin à la complicité basque avec l'apartheid israélien. Nous travaillons étroitement avec des syndicats à l'intérieur de CAF, qui depuis le tout début ont aussi appelé à ce que la compagnie ne participe pas à l'appel d'offres. Le conseil des travailleurs au siège de CAF à Beasain a appelé CAF à se retirer du projet. Nous sommes aussi liés à des groupes de toute l'Europe qui essaient de faire exclure CAF des offres publiques jusqu'à ce que CAF mette fin à son implication avec l'apartheid israélien. »

De plus, des organisations espagnoles de défense des droits humains, des syndicats en Norvège, et des groupes de la société civile au Royaume-Uni appellent à ce que CAF soit exclu des contrats publics dans leur pays à cause de sa construction du JLR.

Mardi 15 décembre 2020, des militants israéliens ont bloqué la construction du Train léger de Jérusalem dans la colonie de Gilo. Ils tenaient une banderole disant : « CAF, descends du train de l'apartheid israélien » et ont appelé CAF à se retirer du projet JLR.

Liste complète des signataires :

1. 11.11.11
2. Al-Haq
3. Amnesty international Espagne
4. Association France Palestine Solidarité (AFPS)
5. Belfast Trades Union Council
6. Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS)
7. CNCD-11.11.11
8. Comité Solidaridad con la Causa Árabe
9. Craigavon Trades Council
10. European Coordination of Committees and Associations for Palestine (ECCP)
11. European Legal Support Center (ELSC)
12. European Trade Union Network for Justice in Palestine
13. Fagforbundet – Norwegian Union of Municipal and General Employees
14. ICAHD Finland
15. Mundubat
16. Northern Ireland Public Service Alliance (NIPSA)
17. Norwegian People's Aid
18. Norwegian Union of Railway Workers
19. NOVACT – International Institute for Nonviolent Action.
20. Palestinian Center for Human Rights (PCHR)
21. Palestinian Human Rights Organizations Council (PHROC)
et ses membres :

- Al-Haq, Law in the Service of Mankind.
- Al Mezan Center for Human Rights
- Addameer Prisoner Support and Human Rights Association
- Palestinian Center for Human Rights
- DCI – Defense for Children International – Palestine
- Jerusalem Legal Aid and Human Rights Center
- Aldameer Association for Human Rights
- Ramallah Center for Defense of Liberties and Civil Rights
- The Independent Commission for Human Rights (Ombudsman

Office) – Observer Member

- Muwatin Institute for Democracy and Human Rights – Observer Member

22. Paz con Dignidad

23. Plateforme des ONG françaises pour la Palestine

24. Sodepaz

25. SUDS

26. The Centre for Research on Multinational Corporations (SOMO)

27. The Rights Forum

28. Transnational Institute (TNI)

29. Union syndicale Solidaires

30. War on Want

31. Women in Black (Vienna)

Pour un résumé du rapport cliquez [ici](#).

1 Pour la liste complète des signataires, voir ci-dessous.

2 Résolutions du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies A/HRC/31/L.39, 22 mars 2016, p. 7 (a) et A/HRC/34/L.41/Rev.1, 22 mars 2017, p. 8 (a).

Source : BDS Movement

Traduction CG pour BDS France

BDS France à la semaine

anticoloniale et antiraciste : webinaire le 13 février de 14h à 15h30

Dans le cadre de la semaine anticoloniale et antiraciste, **la Campagne BDS France interviendra pour un webinaire** sur le thème : La campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) au service de la lutte anticoloniale – petites victoires et grands combats.

Avec Juliette, Monira, Geneviève et Olivier, membres de la Campagne BDS France.

Soyez au rendez-vous **le samedi 13 février de 14h à 15h30 !**

Assistez au webinaire sur la page de la semaine anticoloniale et antiraciste ([cliquer ici](#))

Le programme de la semaine anticoloniale et antiraciste

L'Union Juive Française pour la Paix interviendra également **le mardi 9 février de 19h à 20h30** sur le thème : Mettre fin à l'apartheid israélien, comment surmonter efficacement les pressions des lobbies sionistes ?

Avec Jean Guy Greilsamer



[Communiqué du BNC] Le BNC

salue la décision de la CPI et appelle à agir

Par le Comité National BDS palestinien (BNC), le 6 février 2021

Nous appelons la Cour Pénale Internationale à cesser de traîner les pieds, à résister à la pression des Etats Unis, d'Israël et des pays occidentaux, et à faire immédiatement son travail.

Nous saluons la décision de la Cour Pénale Internationale qui confirme sa compétence sur le Territoire Palestinien Occupé.

Le régime d'apartheid israélien a tué plus de 3.600 Palestiniens depuis que la CPI a commencé son examen préliminaire de la situation en Palestine.

Assez de retard ! #ICC4Israel

Le Comité National BDS palestinien (BNC) salue la confirmation de compétence de la CPI sur le Territoire Palestinien Occupé (TPO) et nous appelons la CPI à cesser de traîner les pieds, à résister à la pression des Etats Unis, d'Israël et des pays occidentaux, et à faire immédiatement son travail.

La CPI agit comme un tribunal impartial, s'acquitte de son mandat selon le Statut de Rome et enquête sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité d'Israël dans le TPO, y compris le crime d'apartheid.

Les Palestiniens ne peuvent plus endurer plus de crimes et de souffrances. Une justice différée est une justice déniée. La CPI doit tenir Israël pour responsable de ses décennies de crimes contre le peuple palestinien.



Source : BDS Movement

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Plus de 1000 artistes d'Irlande écrivent une page d'histoire en s'engageant à boycotter Israël

Alors que le soutien pour le mouvement BDS – Boycott, désinvestissement et sanctions – initié par les Palestiniens continue à croître dans le monde entier, l'« Engagement des artistes irlandais·es à boycotter Israël » vient de dépasser les 1034 signataires. L'engagement, qui a été lancé il y a dix ans, voit des légendes culturelles irlandaises comme Stephen Rea, Sinéad Cusack, Donal Lunny, Andy Irvine, Damien Dempsey, Sharon Shannon, Robert Ballagh, Mary Black et Kíla rejointes par de prometteuses étoiles montantes comme Sisterix, CMAT, Kneecap, TPM, Steo Wall et Roisin El Cherif ainsi que par des personnalités bien établies comme Kevin Barry, Joe Rooney, Paul Duane et Eugene O'Hare.

L'Engagement – dont les signataires promettent de s'abstenir de donner des spectacles dans l'état d'apartheid d'Israël – a été lancé par la Campagne de solidarité Irlande-Palestine (Ireland-Palestine Solidarity Campaign, IPSC) en août 2010. Modelé sur le fructueux boycott culturel de l'Afrique du sud de l'apartheid, il a été qualifié d'« initiative révolutionnaire » par le Comité national de BDS en Palestine,

le leadership du mouvement mondial BDS pour la liberté palestinienne. L'Engagement déclare ce qui suit :

« ENGAGEMENT DES ARTISTES IRLANDAIS·ES À BOYCOTTER ISRAËL

En réponse à l'appel de la société civile palestinienne à un boycott culturel d'Israël, nous nous engageons à ne profiter d'aucune invitation à jouer ou à exposer en Israël, et à n'accepter de subvention d'aucune institution liée au gouvernement d'Israël, jusqu'au moment où Israël respectera le droit international et les principes universels des droits humains. »



Les signataires vont de certaines des personnalités d'Irlande les plus connues internationalement à des artistes débutant leurs carrières. Y figurent des acteur·rice·s, des écrivain·e·s, des poètes, des peintres, des sculpteur·trice·s, des réalisateur·trice·s, des danseur·euse·s, des architectes, des compositeur·trice·s, des designers, des musicien·ne·s, et d'autres artistes, dont beaucoup de membres de l'académie d'artistes Aosdána, qui est subventionnée par l'état.

Ce boycott a été le premier boycott culturel d'Israël organisé nationalement, et il a été suivi par des initiatives similaires fructueuses en Suisse, en Afrique du Sud, en Grande-Bretagne et dans d'autres pays.

Fatin Al Tamimi, présidente de la Campagne de solidarité Irlande-Palestine, a dit : « Alors que les Palestinien·ne·s luttent pour gérer la double menace de la pandémie de Covid-19 et du répressif régime d'apartheid d'Israël, avec l'annexion toujours menaçante, il y a une croissante absence d'espoir dans ma patrie en ce moment.

Mais le fait que des centaines d'artistes d'Irlande soient prêt·e·s à manifester leur solidarité avec notre lutte en refusant d'aider l'Israël de l'apartheid à blanchir

culturellement ses crimes contre mon peuple est un immense rayon d'espoir, qui me rend incroyablement fière de ma patrie d'adoption. Je remercie chacun·e des signataires et je demande à tous les autres artistes irlandais de signer, pour boycotter Israël, jusqu'à ce que nous, Palestinien·e·s, jouissions de notre liberté, de la justice et de l'égalité. »

Pour voir la liste complète des signataires, cliquez ici : <https://www.ipsc.ie/pledge>

Source : Palestine News Network

Traduction CG pour BDS France

Puma échange un distributeur israélien complice pour un autre et maintient son soutien aux violentes confiscations de terre par Israël

Par la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI), le 8 janvier 2021

Puma semble avoir cherché à se défaire d'une partie de sa complicité dans les violations du droit international par Israël, mais n'a même pas réussi à le faire. Puma devrait viser à mettre fin à toute complicité dans les violations


israéliennes des droits des Palestiniens, pas à mettre à mal les campagnes de contrôle et de relations publiques.

Comme le boycott mondial de Puma pour son soutien aux colonies illégales israéliennes sur la terre volée aux Palestiniens continue de grandir, Puma a intensifié sa campagne de désinformation pour détourner les critiques.

A la mi-décembre, des défenseurs des droits de la personne humaine du monde entier ont pris contact avec Puma lors de la 4ème Journée d'Action Boycott Puma, exhortant la société à mettre fin à son soutien à l'apartheid israélien qui opprime des millions de Palestiniens. Puma a répondu avec une déclaration qui comportait un mensonge après l'autre.

Dans la déclaration, Puma a déclaré qu'il « ne soutient pas d'équipes de football dans les colonies ».

C'est faux. Puma est le principal sponsor de l'Association Israélienne de Football (AIF), qui comprend des équipes dans les colonies illégales israéliennes et les défend. Le logo de Puma se trouve sur tout le site internet de Puma, y compris directement sous une carte des terrains de football israéliens dans les colonies illégales à travers la Cisjordanie palestinienne occupée.

 *Le logo de Puma sur le site internet de l'Association Israélienne de Football sous une carte qui présente les infrastructures du football dans les colonies illégales à travers la Cisjordanie palestinienne occupée.*

Puma a ensuite déclaré que « son distributeur israélien n'a pas non plus de succursales dans les colonies ».

C'est également faux. Delta Galil, détenteur exclusif pour Israël de la licence de Puma jusqu'à la fin de 2020, possède des filiales dans les colonies illégales israéliennes et figure sur la liste de la base de données de l'ONU des sociétés des colonies illégales.

✘ *Delta Israël, détenteur exclusif en Israël de la licence de Puma jusqu'à fin 2020, a des magasins dans les colonies illégales israéliennes en territoire palestinien occupé.*

Puma a continué à prétendre que le nouveau détenteur de sa licence « Al Srad Ltd. n'a lui non plus aucune activité ou succursale dans les colonies ».

Encore faux. Al Srad Ltd. – Irani Corporation, exploite la chaîne de magasins de vêtements Factory 54, qui est elle aussi un sponsor de l'AIF. Factory 54 a un magasin dans le centre commercial Mamilla, qui est situé dans le « no man's land » qui entoure Jérusalem Est occupée et fait partie de l'entreprise israélienne de colonisation-annexion illégale.

✘ *Le représentant exclusif actuel de la licence de Puma en Israël fait des affaires sur la terre occupée par Israël en violation du droit international.*

En 1958, la résolution 127 du Conseil de Sécurité des Nations Unies a confirmé qu'Israël n'avait aucune souveraineté sur aucune partie du « no man's land ». Par conséquent, Israël a occupé et illégalement annexé Jérusalem Est en 1967, y compris le « no man's land ». Le droit international considère que le « no man's land » est un territoire occupé. Les Nations Unies et la communauté internationale reconnaissent Jérusalem Est comme faisant partie intégrante du territoire palestinien occupé.

Le nouveau représentant exclusif de la licence Puma en Israël, Al Srad Ltd., exploite un magasin de détail construit sur une terre occupée en violation du droit international.

Sous pression de la campagne mondiale de boycott, avec un nombre croissant de clubs de sport qui laissent tomber leur parrainage de Puma, et Puma étant obligé d'abandonner son propre hashtag #PumaFam, la marque a apparemment cherché à se défaire d'une partie de sa complicité dans les violations

israéliennes des droits de la personne humaine en mettant fin à son contrat avec Delta Galil.

Puma a simplement échangé une société israélienne complice pour une autre, tout en maintenant son parrainage de l'Association Israélienne de Football et son soutien aux violentes confiscations de terre par Israël.

Il est incompréhensible que Puma, qui se présente comme une société championne de justice sociale, veuille prendre ses distances avec le régime d'apartheid d'Israël qui vole la terre et les ressources de la population palestinienne autochtone qu'elle maintient sous occupation armée depuis des décennies.

Cependant, les campagnes de relations publiques destinées à mettre à mal le contrôle n'arrêteront pas les campagnes mondiales de boycott.

Tant que Puma ne mettra pas complètement fin à son implication dans les violations du droit international et des droits fondamentaux des Palestiniens par Israël, la campagne de boycott ne fera que grandir.

Source : BNC

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Des artistes et des

universitaires de Montréal s'opposent à un accord de libre échange afin de défendre les droits des Palestiniens

Plus de 150 artistes et universitaires et plus de 20 syndicats, organisations culturelles, associations étudiantes et collectivités autochtones de Montréal appellent le gouvernement canadien à annuler l'Accord de Libre Echange Canada-Israël.

Cette déclaration communautaire d'opposition collective à l'Accord de Libre Echange Canada-Israël (CIFTA) a d'abord été lancée en juillet 2020 dans le cadre de la vague mondiale de protestations pour s'opposer à la poussée du gouvernement d'extrême droite de Benjamin Netanyahu pour annexer officiellement la Vallée du Jourdain, en territoire palestinien occupé.

Plus précisément, cette déclaration fait partie d'une série d'actions locales en cours à Tiohtià/ke/Montréal visant à construire une solidarité avec la lutte permanente des Palestiniens contre les démarches de l'Etat d'Israël pour étendre la colonisation à l'intérieur de la Cisjordanie.

Dans le contexte local, l'opposition au CIFTA proteste contre la complicité de la part du gouvernement canadien envers la politique de l'État d'Israël. Le CIFTA ne comporte aucune demande d'identification des produits israéliens fabriqués dans dans les colonies illégales en territoire palestinien occupé et vendus au Canada. Le CIFTA fonctionne aussi comme un accord politique qui travaille à normaliser la politique

violente de l'État d'Israël envers le peuple palestinien, comme l'incarcération de masse, sans accès à un procès équitable, de nombreux civils palestiniens détenus dans les prisons israéliennes, comme le rapporte l'Association Addameer de Soutien aux Prisonniers et de défense des Droits de l'Homme.

L'Accord de libre-échange entre le Canada et Israël doit se terminer, tout comme l'annexion

Le Canada et Israël maintiennent un vaste accord de libre-échange, l'ALÉCI, établi pour la première fois en 1997 et « modernisé » lors de deux phases de négociation en 2014-2015 et 2017-2018.

En 2019, le gouvernement libéral a publiquement célébré l'accord remanié, avec l'annonce de l'ancien ministre de la Diversification du Commerce international : « Le Canada et Israël sont des amis et des alliés fidèles, et nous avons un nombre impressionnant d'activités de coopération entre nos deux pays. »

Alors que le gouvernement israélien s'apprête à annexer de grandes parties de la Cisjordanie palestinienne, y compris la vallée du Jourdain, le gouvernement canadien doit annuler l'ALÉCI.

Partout dans le monde, des organisations internationales de défense des droits humains, des militantes et militants et même certains gouvernements prennent des mesures diplomatiques à cet effet. Pourtant, le Canada n'a pas répondu à l'urgence de cet acte éhonté de colonisation par l'État israélien en Palestine occupée.

Aujourd'hui, les organisations et les individus soussignés s'unissent pour demander collectivement au gouvernement canadien d'annuler l'Accord de libre-échange Canada-Israël.

Il s'agit d'une large coalition composée de syndicats,

d'organisations culturelles, de groupes communautaires et de collectifs militants. Nous exprimons notre soutien et notre solidarité avec la lutte palestinienne contre la colonisation israélienne en cours, tout en rejetant les actions complices du gouvernement canadien visant à offrir une protection diplomatique aux actions israéliennes.

Nous ne devons pas rester silencieux.

Signataires initiaux / letter initiators:

Mostafa Henaway, Academics for Palestine.

Stefan Christoff, Howl! arts.

Individual signatories:

1. Nawar Al Rufaie // DJ + musician, (Sandhill).
2. Faiz Abhuani // Brique par brique immobilier communautaire.
3. Dominique Daigneault // Présidente Conseil central du Montréal métropolitain – CSN.
4. Chantal Ide // Vice-présidente Conseil central du Montréal métropolitain – CSN.
5. Anna Pringel // Writer, artist, and activist with Solidarity Across Borders.
6. Kiva Stimac // Artist, Popolo Press, founder of Casa del Popolo.
7. Gwendolyn Schulman // Translator, co-host of Amandla! Radio on CKUT 90.3fm.
8. Nick Schofield // Musician, (Rêves sonores, Saxsyndrum).
9. Zahra Moloo // Filmmaker, photographer.
10. Norma Rantisi // PhD. Professor , Geography, Planning and Environment, Concordia University.

11. Norman Achneepineskum // Artist, musician, (Buffalo Hat Singers).
12. Mariana Marcassa // PhD in Clinical Psychology, artist and sound therapist.
13. Elena Razlogova // Author, Associate Professor, History, Concordia University.
14. Aziz Choudry // Associate Professor and Canada Research Chair in Social Movement Learning and Knowledge Production in the Department of Integrated Studies in Education, McGill University.
15. Eric Shragge // Associate Professor, Concordia University (retired), president of the Board of Directors of the Immigrant Workers Centre.
16. Nadine Altounji // Musician, educator.
17. Razan AlSalah // Filmmaker, Assistant Professor, Communication Studies, Concordia University.
18. Adam Gwiazda-Amsel // Community organizer.
19. Anastasia Voutou // Community organizer.
20. Philippe Battikha // Musician.
21. Catherine Debard // Musician, (YlangYlang).
22. Albu // Artist.
23. Emily R. Douglas // PhD Candidate in the Department of Philosophy, McGill University.
24. Amanda Ruiz-Méndez // Artist.
25. Aaron Vansintjan // PhD Candidate, Community activist, unevenearth.org
26. Simone Lucas // video artist and community activist.

27. Emmanuel Madan // Artist and arts worker.
28. Airick Asher // Musician, (Doldrums).
29. Jessie Lauren Stein // Musician, geographer, artist, (The Luyas).
30. Mauro Pezzente // (Casa del Popolo, Godspeed You! Black Emperor).
31. Devlin Kuyek // Researcher, GRAIN.
32. Daniel Áñez // Musician, composer.
33. Bengi Akbulut // PhD. Assistant Professor, Geography, Planning and Environment, Concordia University.
34. Nasir Hasan // Musician, cultural worker.
35. Duha Elmardi // Community activist, Convergence des luttes des Suds.
36. Moe Clark // Multidisciplinary Métis artist.
37. Yves Engler // Author.
38. Ricardo Lamour // Artist, community organizer, (Emrical).
39. Ky Grace Brooks // PhD Candidate, School of Information Studies, Musician (LungButter).
40. Kevin Yuen Kit Lo // Creative Director, LOKI
41. Kevin A. Gould // Associate Professor, Department of Geography, Planning and Environment, Concordia University.
42. Meriem Ramoul // Artist.
43. Freda Guttman // Artist, Activist.
44. Mary-Ellen Davis // Cinéaste, travailleuse culturelle, enseignante.

45. Amélie Nguyen // Coordonnatrice, Centre International de Solidarité Ouvrière (CISO).
46. Sheena Hoszko // Sculptor, anti-prison activist.
47. Léon Lo // Artist, (Skinnybones).
48. Sarah Pagé // Musician.
49. Omar BenAli // Community activist.
50. Mohamed El Fakir // Community activist.
51. Zahia El-Masri // Canadian Palestinian Foundation of Quebec (CPFQ).
52. Guillaume Vallée // Film director.
53. Leila Bdeir // M.A., Humanities, Vanier College.
54. Kelly Nunes // Artist, Multimedia Director at Moment Factory.
55. Rose Marie Whalley // Community radio host, Older Women Live (OWL) on CKUT 90.3 FM.
56. Mouloud Idir-Djerroud // politologue et militant panafricaniste, Groupe de recherche et d'initiative pour la libération de l'Afrique (Montréal).
57. Norman Nawrocki // Author, musician, actor.
58. Hermine Ortega // Artist, Nullica, l'Oie de Cravan.
59. Andreas Iakovos Koch // Students in Solidarity for Palestinian Human Rights McGill, University.
60. Maya Cardin // Artist, Mayamorphosis.
61. Sarah Mangle // Artist.
62. Samaa Elibyari // Community activist, Canadian Council of

Muslim Women.

63. Lari Jalbert // Multidisciplinary artist.
64. Maude Caron // Artist.
65. Saeed Kamjoo // Artist, musician.
66. Brett Howie // Musician, McGill Law student.
67. Laura Bardsley // Artist, (blue odeur / puncti).
68. Jeremy Young // Musician (Sontag Shogun).
69. Julia E Dyck // Sound + Radio Artist + Educator.
70. Denis Kosseim-Philosophy professor Cégep André-Laurendeau.
71. Malek Abi-Saab, professor Dept. Of Islamic Studies, McGill University.
72. Rachad Antonius, Professor UQAM.
73. Adi Shulhut // Artist, Errorrist, Mediteranos.
74. Amy Macdonald // Musician, consultant // arts + culture (Nennen).
75. Bianca Mugyenyi // Writer, activist, Canadian Foreign Policy Institute.
76. Benjamin J. Allard // MFA, artist and cultural worker.
77. Fanny Latreille // visual artist + cultural worker.
78. Laurie Magnan // Master art history, Université du Québec à Montréal (UQAM).
79. Simon Brown // Poet, translator and interdisciplinary artist.
80. Sarah Chouinard Poirier // Performance artist.

81. Aidan Girt // musician (One Speed Bike, Godspeed You! Black Emperor).
82. Nelly Bassily // Activist, Disability justice, Media maker.
83. Aaron Lakoff // Media maker, activist, Communications at Independent Jewish Voices.
84. Sam Bick // Community activist, co-host TREYF podcast.
85. Miranda Gee Jones // Theatre/radio artist.
86. Aalya Ahmad, Ph.D., Comparative Literary Studies, former Adjunct Professor, Carleton University.
87. Leah Freeman // Travailleuse sociale.
88. Zackary Derrick //
89. Vicky Mettler // Musician, (Kee Avil).
90. Raphaël Foisy-Couture // Musicien, travailleur culturel 2.
Freda Guttman // Artist, community activist.
91. Sam Shalabi // Musician, composer.
92. Samer Najari // Cinéaste.
93. Darren Ell // Photographer.
94. Amber Berson // Writer, curator, programming coordinator at articule.
95. Thomas Boucher // Photographer, musician, teacher.
96. Jérémie Dubé-Lavigne // Photographer.
97. Jason Gillingham // Artist, sculptor.
98. Nadia Moss // Artist, educator.
99. Jovien Smith // Artist.

100. Ghassen Ghariani // Community advocate.
101. Nadia Bashalani // Musician.
102. Wayne Tennant // Musician.
103. Adham Bozart // Musician, painter.
104. Adam Daudrich // Musician.
105. Aimé Claude // Organisateur communautaire, UQAM.
106. Ahmad Naser Eldein // Photographer.
107. Xarah Dion // Musician.
108. Ioannis Mitliagkas // Association Des Travailleurs Grecs De Montréal / Greek Workers Association of Montréal.
109. Thanasis Papazoglou // Association Des Travailleurs Grecs De Montréal / Greek Workers Association of Montréal.
110. Michalis Famelis // Association Des Travailleurs Grecs De Montréal / Greek Workers Association of Montréal.
111. Stefan Verna // Filmmaker.
112. Hanadi Saad // Community activist, Justice Femme.
113. May Chiu // Attorney.
114. Noah Cannon // Concordia MSc. Geography Student
115. Brian Aboud // Professor, Humanities, Vanier College
116. Alessandra Renzi //Associate Professor, Communication Studies, Concordia University
117. Ariane Lorrain // Filmmaker
118. Krista Lynes // CRC in Feminist Media Studies, Associate Professor, Communication Studies

119. Ghassan Fayad // Producer
120. Diana Allan // Assistant Professor, Department of Anthropology and Institute for the Study of International Development, McGill University
121. Michelle Hartman // Professor Department of Islamic Studies, McGill University
122. Amir Massoumi //
123. Emma Haraké // Artist, educator.
124. Jérémi Roy // Musician.
125. Joël Lavoie // Musician.
126. Adam Kinner // Musician.
127. Alegría Gobeil // Performing artist.
128. Andrea Levy // Ph.D, writer and editor, Canadian Dimension Magazine.
129. David Widgington // Undisciplinary Artist.
130. Zoë Thomas // Musician, Doctor at Department of Psychiatry at the Jewish General Hospital.
131. Chantal Partamian // filmmaker.
132. Natalie Kouri-Towe // Assistant Professor, Simone de Beauvoir Institute, Concordia University.
133. Sharlene Bamboat // Artist.
134. Alex Pelchat // Musician, enseignant à la CSDM.
135. Sarah Spring // Film producer.
136. Noam Bierstone // Musician, NO HAY BANDA.
137. Claudia Burneo // Artist.

138. Dr. Alan Wong // Community Organizer & Educator, Vanier College.
139. Aisling Chin-Yee // Filmmaker.
140. Alex Ginella // Musician.
141. Paul Phillips // Musician.
142. Aidee Arenas // Artist.
143. Samuel Landry // Musician (Le Berger).
144. Laurence Beaudoin Morin // Performance artist.
145. Shanice Nicole // Poet and educator.
146. Fabienne Presentey // Independent Jewish Voices Canada's chapter in Montréal.
147. Clément Schreiber // Acteur-Comédien, Metteur en scène, Narrateur.
148. Parker Mah // Community worker, artist, DJ Rhythm & Hues.
149. Simone Lucas // Filmmaker, artist.
150. Bengi Akbulut // PhD. Assistant Professor, Geography, Planning and Environment, Concordia University.
151. Cindy Milstein // Author, activist.
152. Ali Hammoudi // Post Doctoral Fellow, National University of Singapore Faculty of Law.
153. Nicolas Royer-Artuso // Scholar, musician and performance artist.
154. Amelia Orellana // Activiste, traductrice multilingue.
155. Anastasia Culurides // Musician, Interior Designer.
156. Jean-Pierre Gorkynian // Writer.

157. Omar Burgan

158. Ali Hammoudi // Post Doctoral Fellow, National University of Singapore Faculty of Law.

159. Naomi Bénéteau Goldberg // Climate justice organizer.

Organizational endorsements

1. Conseil central de Montréal métropolitain (CCMM-CSN).

2. Suoni per il Popolo Festival.

3. McGill Radical Law Students' Association.

4. Academics for Palestine Concordia University.

5. Centre des travailleurs et travailleuses immigrants / Immigrant Workers Centre.

6. Canadian Foreign Policy Institute.

7. Students in Solidarity for Palestinian Human Rights McGill, University.

8. Independent Jewish Voices Canada.

9. Conseil régional FTQ Montréal métropolitain.

10. Howl! Arts

11. Association Des Travailleurs Grecs De Montréal / Greek Workers Association of Montréal.

12. Le collectif Regards palestiniens.

13. College & University Workers United (CUWU).

14. Le Centre international de solidarité ouvrière (CISO).

15. Canadian Union of Postal Workers (CUPW).

16. Canadian Dimensions Magazine.

17. Indigenous Land Defenders.
18. No More Silence.
19. Faculty for Palestine (F4P), Toronto.
20. Labour4Palestine, Canada.
21. Canadian Palestinian Foundation of Quebec (CPFQ).
22. Students in Solidarity for Palestinian Human Rights McGill, University.

Source : BDS movement

Traduction : J. Ch. pour BDS France

BDS : décolonisons l'espoir !

Le 22 décembre

À celles et ceux qui nous soutiennent,

Nous gardons l'espoir, malgré tous les obstacles. Mais notre espoir n'est pas le produit de vœux pieux ou d'illusions quant aux défis qui nous attendent, car un tel espoir ne ferait que prolonger notre situation coloniale.

Notre espoir est ancré dans le riche héritage de lutte de notre peuple palestinien, dans le consensus palestinien sur lequel se fonde la résistance à l'oppression du mouvement BDS, réfléchi et globalisé, et dans votre solidarité enthousiasmante avec notre lutte pour la liberté, la justice et l'égalité.

Nous sommes pleins d'espoir parce que votre soutien au

mouvement BDS a multiplié son impact ces dernières années, affaiblissant davantage le régime d'occupation, de colonialisme de peuplement et d'apartheid exercé par Israël.

Notre espoir, comme le montre notre dernière vidéo, est décolonisé ! Allez voir ! Nous avons demandé à des Palestinien.ne.s d'âges et de milieux divers ce que BDS signifie pour eux/elles, et leurs réponses ont reflété le quasi-consensus de soutien à BDS. Des réfugié.e.s, des militant.e.s chevronné.e.s du boycott depuis la première Intifada, des grand-mères, des jeunes, des étudiant.e.s d'Acre, de Naplouse, de Tulkarem, un prêtre, le chef du syndicat des pêcheurs de Gaza, tou.te.s ont répondu à l'unisson : BDS, c'est l'espoir de réaliser nos droits.

DONNEZ !

Plus que jamais, nous avons besoin de votre généreux soutien tandis que nous affrontons un régime israélien brutal qui consacre d'énormes ressources financières, diplomatiques, politiques, dans le domaine du renseignement et de la propagande, au combat contre le mouvement BDS.

Pour mener à bien son projet colonial, il doit insuffler le désespoir dans la tête des colonisés. Notre projet de libération implique de décoloniser nos esprits au moyen d'une résistance stratégique, efficace et pleine d'espoir. BDS est au centre de cette belle résistance.

Votre soutien nourrit cet espoir décolonisé.

Omar Barghouti, défenseur des droits humains, co-fondateur du mouvement BDS pour les droits des Palestinien.ne.s

BDS Movement

DONNEZ !

Le mouvement BDS non-violent pour la liberté, la justice et l'égalité est soutenu par la majorité absolue de la société

palestinienne. BDS rejette toutes les formes de racisme et de discrimination raciale.

Source : BDS Movement

Traduction SM pour BDS France

Les 20 principaux impacts de notre travail collectif pour la justice en 2020

Communiqué du Comité national palestinien du BDS (BNC)

le 15 décembre 2020

Votre soutien a permis nos réalisations collectives, y compris les premières étapes vers les sanctions, mais nous avons besoin d'une impulsion beaucoup plus forte de la base et de la société civile pour y parvenir.

Malgré son investissement massif de ressources financières, politiques, diplomatiques, de propagande et d'espionnage dans sa guerre contre le mouvement BDS, Israël a échoué, comme l'admettent aujourd'hui certains de ses propres groupes de pression, grâce à votre soutien dans le monde entier.

Depuis des années, les militants se demandent quand nos efforts fructueux en matière de « B » et de « D » commenceront à déboucher sur un certain « S ». Quand nos campagnes de boycott et de désinvestissement à la base commenceront-elles à inciter les décideurs politiques à envisager d'imposer à

l'Israël de l'apartheid des sanctions similaires à celles imposées à l'Afrique du Sud de l'apartheid dans le passé ?

Nous partageons avec vous ci-dessous 20 des plus importants indicateurs d'impact que votre soutien nous a permis d'atteindre collectivement en 2020. Nous avons peut-être commencé les premières étapes de cette transition vers le « S », mais nous avons encore besoin d'une impulsion beaucoup plus forte de la base et de la société civile pour y parvenir.

DONNEZ !

1. **Soutien mondial à #UNInvestigateApartheid** : L'appel palestinien à l'ONU pour enquêter sur l'apartheid israélien et imposer des sanctions pour y mettre fin, comme cela a été fait contre l'Afrique du Sud, a reçu un soutien massif de la société civile internationale. Parmi les signataires figurent 452 organisations de la société civile du monde entier, des pays du Sud, dix ex-présidents d'Amérique latine et d'Afrique, 720 parlementaires, diplomates et personnalités culturelles, ainsi que le diplomate des Nations unies membre de The Elders Lakhdar Brahimi.
2. **Des appels de plus en plus nombreux aux sanctions** : Des dirigeants politiques et des personnalités du monde entier ont appelé à l'adoption de sanctions contre Israël afin de mettre un terme à l'annexion formelle et de facto des terres palestiniennes. Parmi eux, le Conseil oecuménique des Eglises et, au Royaume Uni, des députés, le Congrès des Syndicats (TUC), et des artistes de renom.
3. **Des dirigeants arabes appellent à des sanctions** : Des dizaines de dirigeants arabes – anciens premiers ministres, ministres et diplomates, personnalités de la culture et de la société civile – appellent à « un large éventail de sanctions efficaces » pour contrer l'apartheid israélien et l'annexion illégale.
4. **L'ONU publie une base de données sur les colonies** :

L'ONU a publié » une liste très attendue de 112 sociétés complices de l'entreprise illégale de colonisation israélienne, un premier pas concret vers la responsabilisation des sociétés israéliennes et internationales qui permettent les graves violations des droits des Palestiniens par Israël. La Confédération syndicale internationale (CSI), qui représente 200 millions de travailleurs dans 163 pays, a appelé les entreprises figurant sur la liste des Nations unies à « mettre fin à leur présence illégale ... sur la terre palestinienne ». Néanmoins, de nombreuses entreprises complices ne sont pas encore incluses dans la base de données et doivent être ajoutées. Par exemple, plus de 100 organisations demandent que l'ONU ajoute HPE à la base de données pour sa complicité dans les colonies israéliennes.

5. **La justice israélienne subit des défaites** : La guerre juridique d'Israël (lawfare) contre le BDS a subi des coups importants. Réprimandant le gouvernement français, la Cour européenne des droits de l'homme a jugé que le fait de préconiser le boycott des produits israéliens relevait de la liberté d'expression protégée par la Convention européenne des droits de l'homme. Un tribunal allemand a statué que la ville de Munich ne pouvait pas refuser un espace public aux groupes du BDS pour leurs manifestations. Aux États-Unis, une tentative incessante soutenue par le lobby israélien pour censurer et punir l'American Studies Association (ASA) pour son soutien au boycott universitaire d'Israël a une fois de plus échoué devant les tribunaux.
6. **La Cour suprême britannique soutient le désinvestissement local** : La Cour suprême du Royaume-Uni, dans un arrêt historique, a rétabli le droit des fonds de pension des autorités locales à se désinvestir des entreprises complices des violations israéliennes des droits de l'homme, en réprimant les restrictions gouvernementales illégales.

7. **Soutien progressif croissant des États-Unis aux droits des Palestiniens et au BDS** : Les représentants du Congrès américain appellent à conditionner le financement militaire d'Israël ; 22 % des Juifs américains de moins de 40 ans soutiennent un boycott total d'Israël; Alexandria Ocasio-Cortez – AOC – a abandonné une manifestation célébrant Yitzhak Rabin, qui a dirigé le nettoyage ethnique et la répression violente du peuple palestinien ; la députée Cori Bush, qui soutient le BDS, a été élue malgré les dénigrements du lobby israélien.
8. **Les principales institutions financières désinvestissent** : Davantage d'institutions financières de premier plan se sont retirées des entreprises impliquées dans les crimes d'Israël contre les Palestiniens. Le fonds de pension néerlandais ABP s'est séparé de deux banques israéliennes qui finançaient les colonies, et la société norvégienne Storebrand s'est séparée de quatre sociétés profitant de l'occupation illégale d'Israël.
9. **Boycott culturel et gains contre le lavage des roses** : Le soutien au boycott culturel des institutions culturelles israéliennes complices s'est accru. Plus de 170 réalisateurs de films queer s'engagent à ne pas participer au festival du film LGBT TLVFest, parrainé par le gouvernement israélien. Dix-neuf participants au TLVFest 2020 se sont retirés, dont huit cinéastes brésiliens. Docaviv – le Festival international du film documentaire de Tel-Aviv 2020, qui s'associe à des ministères du gouvernement israélien, a également été bouleversé par quatre annulations de la part de cinéastes et d'invités internationaux.
10. **La semaine contre l'apartheid israélien intégrée dans les campagnes antiracistes**: Plus de 100 groupes européens se sont joints à un appel palestinien pour coordonner les événements annuels de la Semaine contre l'apartheid israélien (IAW) avec les activités marquant la Journée internationale pour l'élimination de la

discrimination raciale. La Semaine contre l'apartheid israélien a été organisée dans le monde entier, malgré la pandémie de COVID-19, et de nombreux événements ont dû se dérouler en ligne.

11. **Les victoires du désinvestissement des campus** : L'Université de Manchester (Royaume Uni) a désinvesti près de 2 millions de livres sterling à des entreprises complices de l'oppression d'Israël. Aux États-Unis, les étudiants de l'université Columbia, de l'université de l'Illinois Urbana-Champaign et de l'université d'Etat de San Francisco ont tous voté pour se désinvestir de l'apartheid israélien.
12. **Les victoires de la campagne de boycott du Puma** : La plus grande université de Malaisie, Universiti Teknologi MARA (UiTM), a mis fin à un accord de parrainage avec Puma concernant le soutien de la société aux colonies israéliennes illégales. Le club de football Luton Town FC, qui fait partie de la Ligue de championnat britannique, a abandonné Puma comme fournisseur, tout comme le club de football Chester F.C. du Royaume-Uni. Dans un moment de franchise, un avocat de Puma a résumé l'impact de la campagne à un organisateur de boycott, en disant : « Vous nous rendez la vie misérable ».
13. **Les artistes arabes s'opposent à la normalisation des EAU** : Près de 100 artistes arabes, y compris palestiniens, ainsi que 17 groupes et organisations culturelles se sont engagés à boycotter toutes les activités culturelles parrainées par le régime des EAU au sujet de la normalisation d'Israël. Parmi les signataires figurent des grands noms du cinéma, de la musique, de la photographie, des arts du spectacle et des arts visuels, entre autres.
14. **G4S perd des contrats** : Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et une multinationale en Jordanie – qui a demandé à rester anonyme – ont décidé de ne pas renouveler leurs contrats avec G4S en 2020. G4S, la plus grande société de sécurité au monde, a une

longue histoire d'implication dans les violations des droits de l'homme dans le monde entier, y compris la participation à la gestion de l'Académie de police israélienne à Jérusalem, la formation des forces de police israéliennes, avec un long historique d'implication dans les crimes de guerre.

15. **Propagation des zones libres d'apartheid** : Malgré la pandémie de COVID-19, les zones libres d'apartheid (ZLA) continuent de se répandre et de mobiliser les communautés. En Italie, le nombre d'activités commerciales, de centres culturels et sportifs et d'associations qui se sont déclarés libres de l'apartheid israélien a dépassé les 200. Plus de 100 ZLA en Europe ont dénoncé le #CoronaRacism, y compris celui d'Israël. Au Chili, la Fédération des étudiants de l'Université Austral s'est déclarée zone libre d'apartheid, tout comme dix associations d'étudiants de l'Université Complutense de Madrid.
16. **Victoires du #RightToBoycott** : Malgré l'intensification des tentatives d'Israël et de ses alliés d'extrême droite pour réprimer le mouvement BDS, les militants des droits de l'homme ont remporté de nombreuses victoires du #RightToBoycott. Une puissante mobilisation mondiale a fait pression sur Israël pour qu'il libère le coordinateur général du mouvement BDS, Mahmoud Nawajaa, après 19 jours de détention sans inculpation. Le gouvernement écossais a réprimandé le gouvernement britannique en déclarant que les institutions publiques, les organisations ou les individus écossais devraient être libres de débattre, d'approuver ou de mettre en œuvre le BDS. Aux États-Unis, seule une fraction des projets de loi introduits ciblant le plaidoyer pour les droits des Palestiniens sont devenus des lois en raison des mobilisations citoyennes.
17. **Le soutien à l'embargo militaire s'accroît** : 10 000 personnes ont demandé à l'UE de cesser d'utiliser les drones de la société israélienne Elbit Systems ;

Liverpool et Séville ont annulé les principales foires aux armes, dont Elbit Systems, suite à l'opposition locale dans les deux villes ; et Microsoft s'est séparé de la société israélienne de reconnaissance faciale AnyVision, qui aide Israël à maintenir son régime d'apartheid sur les Palestiniens.

18. **CAF soumise à des pressions pour abandonner le chemin de fer des colonies** : 70 groupes basques ont demandé à la société CAF de se retirer du projet illégal de métro léger de Jérusalem, qui permet à Israël de poursuivre ses politiques coloniales et d'apartheid, et huit syndicats norvégiens ont demandé que CAF soit exclue des marchés publics.
19. **Lancement du boycott d'AXA** : 10 000 personnes et 250 organisations se sont engagées à boycotter AXA pour ses investissements dans les banques israéliennes qui permettent l'occupation et l'apartheid d'Israël.
20. **Des artistes, des universitaires et des organisations culturelles s'opposent à la réduction au silence des défenseurs des droits des Palestiniens en Allemagne** : 375 universitaires et artistes se sont opposés à des tests politiques décisifs en Allemagne visant à réduire au silence les défenseurs des droits des Palestiniens en vertu du droit international. Par ailleurs, 32 organisations culturelles allemandes de premier plan ont critiqué la résolution anti-BDS de 2019 du Parlement allemand, déclarant qu' « au lieu de freiner l'antisémitisme, la résolution a étouffé l'échange ouvert d'idées... et la liberté d'expression dans les arts », tous deux protégés par la Constitution.

Avec votre soutien continu, nous pouvons commencer à voir se concrétiser davantage de « S » !

DONNEZ !

Source : BDS movement

[Communiqué du BNC] Nous ne serons pas réduits au silence.

Par le Comité national palestinien du BDS (BNC), le 2 décembre 2020

Notre mouvement pour la liberté, la justice et l'égalité des Palestiniens est confronté à des attaques de plus en plus nombreuses. Leur guerre contre BDS est un échec, mais nous avons plus que jamais besoin de votre soutien pour défendre les droits des Palestiniens.

Cette année, le mouvement BDS pour la liberté, la justice et l'égalité pour le peuple palestinien a été confronté à une escalade des attaques de l'apartheid israélien et de ses partisans anti-palestiniens.

Dans de nombreux pays, en particulier en Europe et aux États-Unis, un climat inquiétant d'intimidation et de répression a résulté de la diffusion de la définition de travail de l'antisémitisme de l'IHRA qui associe l'opposition légitime au régime d'apartheid, de colonialisme et d'occupation illégale d'Israël à l'antisémitisme.

Les militants de la solidarité avec la Palestine, les associations et le mouvement BDS dans son ensemble sont diffamés, se voient refuser l'accès aux espaces publics et aux financements, sont censurés par les fournisseurs de plateformes de médias sociaux et sont persécutés par les

organisations de droit israélien dans le cadre de procès futiles. Des politiques et des lois restrictives sont adoptées pour diaboliser ou criminaliser les boycotts des consommateurs ainsi que le désinvestissement et l'approvisionnement éthique par les institutions publiques.

Nous avons plus que jamais besoin de votre soutien pour défendre les droits des Palestiniens

et notre liberté d'expression collective.

Faites un don : <https://bdsmovement.net/donate>

La bonne nouvelle, c'est que leur guerre contre le BDS est en train d'échouer.

Aux États-Unis, seule une fraction (25 %) des 202 projets de loi introduits pour supprimer notre défense des droits des Palestiniens est devenue une loi en raison de la forte opposition de la base et des libertés civiles.

La Cour européenne des droits humains (CEDH) a rendu une décision historique en juin, statuant que l'appel au boycott des produits israéliens relève de la liberté d'expression protégée par la Convention européenne des droits humains.

Les experts des droits humains des Nations unies sont intervenus contre les motions antidémocratiques et anti-palestiniennes adoptées contre le mouvement BDS en Allemagne, demandant au gouvernement allemand de veiller à ce que les groupes et les partisans du BDS « puissent mener à bien leur travail légitime dans un environnement sûr et favorable, et sans restrictions excessives ».

Des centaines d'universitaires juifs et israéliens, y compris des spécialistes renommés de l'histoire juive et de

l'Holocauste, ont également condamné les résolutions parlementaires en Allemagne et en France qui assimilent l'antisionisme et le BDS à l'antisémitisme.

Au Royaume-Uni, la Cour suprême a confirmé le droit des fonds de pension publics de se séparer des entreprises complices de l'apartheid israélien en rejetant les restrictions illégales du gouvernement, tandis qu'un tribunal espagnol a rejeté le procès frivole d'un groupe de pression israélien contre l'annulation par la ville de Cadix d'un événement cinématographique parrainé par l'ambassade israélienne.

Avec votre soutien, nous continuerons à développer notre mouvement non-violent BDS, à construire des alliances plus fortes avec les mouvements de justice mondiale, et à donner de l'espoir et de l'inspiration aux Palestiniens alors que nous continuons sur la voie de la libération.

Faites un don : <https://bdsmovement.net/donate>

Source: BDS movement

Traduction GD pour BDS France

Nous défendons sans réserve le droit de toutes les nations à l'autodétermination

Communiqué du Comité National Palestinien

1er décembre 2020

« Le Comité national palestinien du BDS, la plus grande coalition de la société palestinienne, défend sans réserve le droit de toutes les nations à l'autodétermination, un droit qui est à la base de notre plaidoyer pour les droits des Palestiniens en vertu du droit international. Nous soutenons la résolution 690 (1991) du Conseil de sécurité des Nations unies qui appelle à « l'organisation et la supervision [...] d'un référendum pour l'autodétermination du peuple du Sahara occidental ». L'application de cette résolution servira les intérêts de tous les peuples frères de la région » ».

Source: BDS movement

Traduction GD pour BDS France

**Journée internationale
d'action pour le boycott de
Puma : Ne mettez pas**

L'apartheid israélien sous le sapin de Noël – 12 décembre 2020

Journée internationale d'action pour le boycott de Puma : Ne mettez pas l'apartheid israélien sous le sapin de Noël – 12 décembre 2020

Par la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI), le 20 novembre 2020.

*Le soutien de Puma à l'occupation militaire israélienne et au régime d'apartheid en fait **Le Pire Cadeau De tous** Rejoignez le 12 décembre les groupes du monde entier pour la quatrième journée d'action contre le soutien de Puma aux colonies illégales d'Israël sur les terres palestiniennes volées. Le gouvernement d'extrême droite israélien intensifie son expansion de colonies illégales sur des terres palestiniennes volées. Dans le même temps, il démolit un nombre record de maisons palestiniennes, laissant des centaines de familles palestiniennes sans abri pendant une pandémie.*

Le soutien de Puma à ces violents accaparements de terres en fait ... **Le Pire. Cadeau. De tous.**

Ne mettez pas l'apartheid israélien sous le sapin de Noël

**Inscrivez-vous pour la 4ème Journée Internationale d'action
BoycottPuma, 12 décembre**

ICI

L'occupation militaire israélienne et les colonies illégales forcent les familles palestiniennes à quitter leurs maisons, avec le soutien total de l'administration Trump.

Puma affirme qu'il soutient l'égalité mais il contribue à prolonger la dépossession brutale des Palestiniens autochtones.

Puma soutient les équipes de football dans les colonies illégales d'Israël par sa licence exclusive en Israël qui a des filiales dans les colonies.

Puma, sponsor de l'apartheid israélien : Le Pire. Cadeau. De tous.

Inscrivez-vous pour la 4ème #Journée Internationale d'action BoycottPuma, 12 décembre

ICI

Alors que les populations du monde entier sont aux prises avec la pandémie de Covid-19, avec la catastrophe climatique et les effets du capitalisme sauvage, nos choix en tant que consommateurs sont plus importants que jamais.

Nos choix et nos campagnes ont le pouvoir d'apporter des changements. Nous pouvons convaincre les entreprises de respecter leurs politiques en matière d'éthique et de droits humains.

Puma est très soucieuse de son image. Un avocat de Puma nous a dit que nos appels au boycott de Puma rendent leur vie » pénible « .

Rejoignez-nous dans nos efforts pour convaincre Puma de mettre fin à son soutien profondément immoral aux violations des droits humains des Palestiniens par Israël.

Passez à l'action :

Vous trouverez ci-dessous des idées pour la journée d'action #BoycottPuma, que ce soit chez vous ou, si les restrictions locales de COVID-19 le permettent, dans les magasins ou chez les détaillants de Puma.

Chaque groupe local BDS France décide quel type d'action il souhaite faire : en ligne ou dans la rue !

Soyez créatifs ! Intégrez des thèmes sportifs à vos actions et partagez-les sur les médias sociaux.

Utilisez les hashtags #BoycottPuma et #PumaFam (ceux de Puma, que nous avons complètement détournés !).

Pour les actions dans la rue ou dans les magasins :

1. Organisez un « Le Pire. Cadeau. De tous. » dans ou devant un magasin ou un détaillant Puma

Soyez créatifs. Faites savoir aux consommateurs que Puma est le « pire cadeau de tous ». Imprimez les visuels « **Le Pire. Cadeau. De tous.** » et demandez aux passants si vous pouvez les prendre en photo avec un des visuels.

Utilisez le localisateur de magasins Puma ou recherchez Puma sur Google Maps pour trouver les magasins Puma dans votre ville.

2. Marquez un but #BoycottPuma pour les droits des Palestiniens

Mettez en place un but #BoycottPuma et marquez un point pour les droits des Palestiniens ou organisez un match de football simulé. Partagez une photo ou une vidéo sur les médias sociaux avec le hashtag #BoycottPuma.

3. Utilisez la banderole « Taclons Puma » et distribuez des tracts. (modèle ci-dessous)

Pour les actions en ligne :

1. Possédez-vous des équipements de la marque Puma ? Transformez-les !

Inscrivez « Boycott » au-dessus du logo des équipements Puma

que vous possédez, ou collez-le simplement sur le logo Puma. Réalisez une courte vidéo ou prenez une photo de vous pendant que vous changez la marque de votre équipement Puma et publiez-la sur les médias sociaux.

2. Faites appel aux équipes parrainées par Puma pour #BootPuma

Vérifiez si les équipes locales sont sponsorisées par Puma et incitez-les à abandonner Puma. Prenez une photo avec le maillot de votre équipe en tenant un panneau #BoycottPuma et publiez-la sur les médias sociaux.

Avant le jour de l'action :

1. Remettez ou envoyez l'appel de 200 clubs palestiniens aux bureaux de Puma

Puma a des bureaux en Allemagne, au Royaume-Uni, en Espagne, au Portugal, en Italie, en Suède, en Norvège, en Finlande, au Danemark, en Autriche, aux Pays-Bas, en France, en République tchèque, en Pologne, en Turquie, en Afrique du Sud, aux EAU, aux États-Unis, en Argentine, au Chili, au Mexique, au Pérou, en Inde, en Australie, à Singapour, en Malaisie, en Indonésie, au Japon, en Corée du Sud et à Hong Kong.

Consultez l'appel [ici](#)

Adresses-mails des bureaux de Puma

E-Mail général :

service@puma.com info@puma.com

Dirigeants :

christin.kluth@puma.com

michael.laemmermann@gmail.com

benoit.menard@puma.com

Jean-François PALUS, Président du conseil de surveillance de Puma. son secrétariat : Juliette Tella
juliette.t@pumatma.com

2. Impliquez le monde du sport

Encouragez les associations sportives locales, les équipes sportives populaires, les clubs de supporters et les tournois sportifs antiracistes à se joindre aux actions avec des photos et des vidéos.

3. Organisez une conférence ou un atelier

Impliquer les associations sportives locales dans un webinaire sur les attaques israéliennes contre les sports palestiniens et la campagne #BoycottPuma. Contactez les intervenants éventuels : pacbi@bdsmovement.net

4. Lancez une campagne de désinvestissement

Vérifiez si votre fonds de pension, votre banque ou toute autre institution dont vous êtes membre est un investisseur de Puma et demandez-lui de désinvestir. Contactez-nous pour obtenir de l'aide à ce sujet : pacbi@bdsmovement.net

Vous pouvez utiliser ce matériel :

Banderole

Tract

Visuels :



Exemples de tweets :

J'ai acheté des équipements @Puma avant que Puma ne soutienne les colonies israéliennes illégales sur des terres palestiniennes volées. <https://bdsmovement.net/boycott-puma>

Jusqu'à ce que Puma mette fin à sa complicité avec l'occupation militaire israélienne, je vais #RebrandPuma pour soutenir les équipes palestiniennes qui appellent à #BoycottPuma. Au revoir #PumaFam !
<https://bdsmovement.net/boycott-puma>

Je n'achète plus Puma tant que Puma sponsorise les équipes de football des colonies israéliennes illégales #BoycottPuma #PumaFam

Puma, faites un bond pour les droits des Palestiniens, mettez fin à votre soutien aux équipes de football des colonies israéliennes sur des terres palestiniennes volées #BoycottPuma #PumaFam

Puma viole sa charte éthique et le droit international en soutenant le football israélien, je n'achète plus Puma #BoycottPuma #PumaFam

Tant que Puma soutient le football de l'apartheid israélien, ce n'est PUMA marque ! #BoycottPuma #PumaFam

Puma finance le régime d'apartheid sur les terres palestiniennes volées, ma réponse : JE BOYCOTTE ! #BoycottPuma #PumaFam

Je ne ferai pas partie de la famille Puma tant que Puma soutiendra les clubs de football des colonies israéliennes illégales #BoycottPuma #PumaFam

Puma dit que le sport a le pouvoir de rassembler les peuples MAIS Puma soutient les colonies israéliennes illégales qui déchirent les familles palestiniennes #BoycottPuma #PumaFam

Puma dit qu'il ne soutient aucune politique MAIS Puma sponsorise l'Association Israélienne de football qui fait du lobbying en faveur des clubs de foot des colonies israéliennes illégales #BoycottPuma #PumaFam

Puma dit qu'il est dévoué à l'égalité universelle MAIS il soutient l'apartheid israélien, antithèse de l'égalité.
#BoycottPuma #PumaFam

Puma se félicite d'aider tous les sportifs MAIS il soutient les attaques de sportwashing d'Israël sur le sport palestinien. #BoycottPuma #PumaFam

Je boycotte Puma, équipementier complice des violations du droit international et des droits humains par Israël.
#BoycottPuma #PumaFam

Puma dit qu'il s'engage contre le racisme MAIS il soutient le football d'Israël, un pays qui pratique le racisme et l'apartheid. #BoycottPuma #PumaFam

Nous comptons sur vous !

Source de l'article original (légèrement modifié): BDS movement

**[Communiqué de la campagne
BDS France] Rassurez-vous :**

La Campagne BDS est bien légale !

Communiqué de la campagne BDS France

26 novembre 2020

Une Dépêche du Ministère de la Justice, relative à la répression des appels discriminatoires au boycott des produits israéliens, à destination des procureur-e-s de la République, a jeté le trouble parmi les ami-e-s du BDS, qui, à la première lecture, y ont vu une décision de frapper le BDS du sceau de l'illégalité.

En effet, la France, après avoir été condamnée par la CEDH **pour avoir interdit l'appel au boycott des produits israéliens** (arrêt Baldassi du 11 juin 2020), semble s'obstiner à voir un délit dans cet appel et à se montrer prête à violer le droit européen supérieur, selon la hiérarchie des normes, au droit national ?

Mais qu'en est-il en réalité ?

La dépêche insiste sur le « renforcement de l'exigence de motivation des décisions de condamnation » et sur le fait que « la CEDH n'a pas invalidé la possibilité de poursuites des appels au boycott » mais ne remet pas en question l'arrêt de la CEDH, puisqu'elle reconnaît que la décision de la CEDH « s'avère protectrice de la liberté d'expression militante en ce qu'elle autorise l'appel au boycott politique », et il ne pourrait y avoir de poursuites que si « les faits caractérisaient un appel à la haine ou à la discrimination et non une simple action politique. »

La campagne BDS reste donc parfaitement protégée par l'arrêt de la CEDH puisque c'est un mouvement antiraciste, pour l'égalité complète des droits, pour la fin des discriminations

que subit le peuple palestinien, pour le respect du droit international et des droits humains universels.

Nous voyons donc dans cette dépêche, destinée essentiellement à répondre aux demandes des relais d'Israël en France, une dernière tentative désespérée de montrer la possibilité de poursuites pour appel au boycott des produits israéliens, et cerise sur le gâteau, un manque du sens de la pédagogie quand le ministère de la Justice « oublie » d'inclure dans ses stages de citoyenneté, l'historique des boycotts, le rappel de la colonisation comme crime de guerre ainsi qu'un cours de droit international qui rappellerait que la résistance au colonialisme est légale et que les notions de crimes d'apartheid et de crimes contre l'Humanité s'appliquent aussi à Israël.

Alors, nous le répétons : soyez rassurés et rejoignez-nous dans le combat de la campagne BDS pour la justice et la liberté.

Retrouvez la dépêche du Ministère de la Justice [ici](#)



BDS France, Juin 2020. @Campagnebds

**Le 25 novembre, action contre
le festival du cinéma
israélien de Paris: agissons**

contre l'instrumentalisation de l'art par le gouvernement israélien

Le mouvement pacifique BDS l'emportera sur l'alliance d'extrême droite Trump- Netanyahu

Par le Comité national palestinien du BDS (BNC), le 19 novembre 2020

Le Comité national palestinien du BDS répond à la guerre Trump-Netanyahu contre le mouvement BDS.

 BDS movement

Ironiquement l'administration Trump, sous l'impulsion du régime d'apartheid israélien, continue de permettre et de normaliser la suprématie blanche et l'antisémitisme aux États-Unis et dans le monde tout en qualifiant d' »antisémite » le BDS, un mouvement de défense des droits humains dirigé par des Palestiniens et ses millions de partisans dans le monde. Le BDS a systématiquement et catégoriquement rejeté par principe toutes les formes de racisme, y compris le racisme anti-juif.

« L'alliance fanatique Trump-Netanyahu assimile

intentionnellement l'opposition au régime israélien d'occupation, de colonisation et d'apartheid contre les Palestiniens avec l'appel à une pression non violente pour mettre fin à ce régime d'une part, et au racisme anti-juif d'autre part, afin de supprimer la défense des droits des Palestiniens en conformité avec le droit international. Cette révision frauduleuse de la définition de l'antisémitisme a été condamnée par des dizaines de groupes juifs dans le monde entier et par des centaines d'universitaires juifs et israéliens de premier plan, y compris les autorités mondiales en matière d'antisémitisme et d'Holocauste.

« Par cette définition révisionniste et frauduleuse, même les organisations de défense des droits humains qui ne font pas partie du mouvement BDS mais qui soutiennent l'interdiction des produits des colonies, par exemple, ainsi que quelque 22 % des Juifs américains de moins de 40 ans, qui soutiennent un boycott total d'Israël selon un récent sondage, seraient également désignés comme « antisémites ».

« Le mouvement BDS pour la liberté, la justice et l'égalité des Palestiniens est aux côtés de tous ceux qui luttent pour un monde plus digne, plus juste et plus beau. Avec nos nombreux partenaires, nous résisterons à ces tentatives McCarthystes visant à intimider et à harceler les défenseurs des droits humains palestiniens, israéliens et internationaux afin qu'ils acceptent l'apartheid israélien et le colonialisme des colons comme une fatalité ».

Source: BDS Movement

Traduction : GD pour BDS France

~~~~~

réponse à cette provocation de Mike Pompeo :

**BDS : les États-Unis qualifient d' »antisémite » le mouvement de boycott d'Israël**

Le secrétaire d'État Mike Pompeo fait une annonce alors qu'il se prépare à visiter la colonie israélienne illégale en Cisjordanie

Par le MEE et les agences – 19 novembre 2020 08:44 UTC

Les Etats-Unis qualifieront d'antisémite la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions, qui vise à isoler Israël sur son traitement des Palestiniens, a déclaré jeudi le Secrétaire d'Etat Mike Pompeo.

Qualifiant le mouvement de « cancer », Pompeo a déclaré que les États-Unis « considéreront la campagne mondiale anti-Israël BDS comme antisémite... Nous voulons être aux côtés de toutes les autres nations qui reconnaissent le mouvement BDS pour le cancer qu'il est ».

Pompeo a fait ses commentaires lors d'une apparition conjointe avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, alors qu'il se préparait à visiter une colonie israélienne illégale, en violation controversée du protocole diplomatique.

Nétanyahou interrompt Pompeo, lui disant que son annonce « sonne tout simplement merveilleusement » (...)

Source: Middleeasteye